

Art. 2. Le ministre qui a les affaires étrangères dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 18 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
Didier REYNDERS

Art. 2. De minister bevoegd voor buitenlandse zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel op 18 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
Didier REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2015/14211]

11 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant le montant et les modalités de versement de la redevance pour la couverture des frais de l'organe de contrôle

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a été délibéré en Conseil des Ministres.

Cet arrêté vise à remplacer l'arrêté royal du 24 mai 2006 fixant le montant et les modalités d'imputation et de versement de la contribution de la Société anonyme de droit public Infrabel pour la couverture des frais de l'organe de contrôle, suite à l'entrée en vigueur de l'article 67 du Code ferroviaire.

Le remplacement de l'arrêté royal précité est rendu nécessaire étant donné qu'il ne trouve plus son fondement juridique dans un texte de loi auquel il est conforme.

En effet, l'entrée en vigueur de l'article 67 du Code ferroviaire a modifié les modalités de versement de la redevance du secteur en vue de couvrir les frais de fonctionnement et de personnel de l'organe de contrôle.

Désormais, cette redevance est payée directement au SPF Mobilité et Transports alors qu'avant l'entrée en vigueur de cet article 67, le gestionnaire de l'infrastructure était chargé de récolter les rétributions des entreprises ferroviaires.

L'entrée en vigueur de cet arrêté est fixée au 1^{er} janvier 2014, ce qui implique un effet rétroactif. Afin d'appliquer ledit article 67 du Code ferroviaire, un arrêté royal est en effet nécessaire, raison pour laquelle, ce dernier doit rétroagir au 1^{er} janvier 2014 afin de permettre l'application concrète dudit article 67 en vigueur depuis cette date.

Cet effet rétroactif est donc indispensable afin de régulariser une situation de droit découlant de l'entrée en vigueur de l'article 67 du Code ferroviaire au 1^{er} janvier 2014. Il s'agit également d'assurer la continuité du fonctionnement de l'organe de contrôle.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
La Ministre de la Mobilité,
Mme J. GALANT

Le Ministre des Classes moyennes,
W. BORSUS

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 57.835/2/V du 12 août 2015 sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de versement de la redevance pour la couverture des frais de l'organe de contrôle'

Le 8 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Mobilité, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 24 août 2015 sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de versement de la redevance pour la couverture des frais de l'organe de contrôle'.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2015/14211]

11 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en de wijze van storting van de retributie tot dekking van de kosten van het Toezichthoudende Orgaan

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat we de eer hebben voor te leggen aan Uwe Majesteit, werd in de Ministerraad overlegd.

Dit besluit beoogt het koninklijk van 24 mei 2006 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van berekening en storting van de bijdrage van de Naamloze Vennootschap van publiek recht Infrabel tot dekking van de kosten van het Toezichthoudend Orgaan te vervangen, en dit ten gevolge van de inwerkingtreding van artikel 67 van de Spoorcodex.

De vervanging van dit koninklijk besluit is noodzakelijk geworden aangezien er geen overeenstemmende wettekst meer is waarin hij een rechtsgrond kan vinden.

Inderdaad, de inwerkingtreding van artikel 67 van de Spoorcodex heeft de nadere regels voor storting van de retributie door de sector gewijzigd om de werkings- en personeelskosten van het toezichthoudende orgaan te dekken.

Voortaan wordt deze retributie rechtstreeks betaald aan de FOD Mobilité en Vervoer terwijl vóór de inwerkingtreding van dit artikel 67, de infrastructuurbeheerder belast was met het verzamelen van de retributies van de spoorwegondernemingen.

De inwerkingtreding van dit besluit is vastgesteld op 1 januari 2014, wat een retroactieve werking impliceert. Om het gemelde artikel 67 van de Spoorcodex toe te passen, is een koninklijk besluit noodzakelijk. Dit laatste dient terug te werken tot 1 januari 2014 om de concrete toepassing van het gemelde artikel 67, in werking sedert die datum, toe te laten.

Deze retroactieve werking is dus onontbeerlijk om een rechtssituatie te regulariseren die ontstaan is door de inwerkingtreding van het artikel 67 van de Spoorcodex op 1 januari 2014. Ook de continuïteit van de werking van het toezichthoudende orgaan wordt op die manier verzekerd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Mobilité,
Mevr. J. GALANT
De Minister van Middenstand,
W BORSUS

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 57.835/2/V van 12 augustus 2015 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de wijze van storting van de retributie tot dekking van de kosten van het toezichthoudende orgaan'

Op 8 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobilité verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege (*) verlengd tot 24 augustus 2015, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de wijze van storting van de retributie tot dekking van de kosten van het toezichthoudende orgaan'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 août 2015. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, président, Philippe Quertainmont, président de chambre, Jacques Jaumotte, conseiller d'État, Yves De Cordt, assesseur, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier Delgrange, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 août 2015.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet n'appelle aucune observation.

Le Greffier,
C. GIGOT

Le Président,
P. LIENARDY

—————
Note

(*)Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

—————
11 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant le montant et les modalités de versement de la redevance pour la couverture des frais de l'organe de contrôle

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code ferroviaire, l'article 67 ;

Vu l'arrêté royal du 24 mai 2006 fixant le montant et les modalités d'imputation et de versement de la contribution de la Société anonyme de droit public Infrabel pour la couverture des frais de l'organe de contrôle ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mars 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2015 ;

Vu l'avis n° 57.835/2/V du Conseil d'État, donné le 12 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative.

Sur la proposition de la Ministre de la Mobilité, du Ministre des Classes moyennes, compétent pour délivrer les licences permettant d'être reconnu comme entreprise ferroviaire, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En vertu de l'article 67, § 2, du Code ferroviaire, le montant de la rétribution due annuellement est de 783.000 euros.

Art. 2. Les entreprises ferroviaires et le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire paient la rétribution visée à l'article 1^{er} au Service public fédéral Mobilité et Transports.

Un quart de la rétribution annuelle est payé au début de chaque trimestre, selon les instructions figurant sur la facture.

Art. 3. Les montants qui ne sont pas payés à l'échéance fixée peuvent être majorés, de plein droit et sans mise en demeure, des intérêts de retard calculés au taux légal ou d'un supplément administratif.

Art. 4. Chaque année, au 1^{er} janvier, le montant de la rétribution est adapté, compte tenu de l'évolution de l'indice santé.

Le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Het ontwerp is door de tweede vakantie kamer onderzocht op 12 augustus 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, voorzitter, Philippe Quertainmont, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte, staatsraad, Yves De Cordt, assessor, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier Delgrange, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 augustus 2015.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Op die drie punten behoeft over het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De Griffier,
C. GIGOT

De Voorzitter,
P. LIENARDY

—————
Nota

(*)Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

—————
11 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en de wijze van storting van de retributie tot dekking van de kosten van het toezichthoudende orgaan

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Spoorcodex, artikel 67;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 mei 2006 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van berekening en storting van de bijdrage van de Naamloze Vennootschap van publiek recht Infrabel tot dekking van de kosten van het Toezichthoudend Orgaan;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, d.d. 14 april 2015;

Gelet op advies nr. 57.835/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging.

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit, de Minister van Middenstand, bevoegd voor het afleveren van vergunningen om erkend te worden als spoorwegonderneming, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Krachtens artikel 67, § 2, van de Spoorcodex, wordt het bedrag van de jaarlijkse retributie vastgesteld op 783.000 euro.

Art. 2. De spoorwegondernemingen en de spoorweginfrastructuurbeheerder betalen de in artikel 1 bedoelde retributie aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

Een kwart van het jaarbedrag wordt betaald in het begin van elk kwartaal, volgens de instructies die in de factuur zijn opgenomen.

Art. 3. De bedragen die niet tegen de vastgestelde vervaldagen gestort zijn, kunnen van rechtswege en zonder ingebrekestelling verhoogd worden met de verwijntresten berekend aan de wettelijke rentevoet of een administratieve toeslag.

Art. 4. Elk jaar op 1 januari, wordt het bedrag van de retributie aangepast aan het gezondheidsindexcijfer.

Het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Le nouvel index est l'indice santé du mois de novembre de l'année qui précède l'année dans laquelle le montant doit être adapté.

L'indice de référence est l'indice santé du mois de novembre 2005.

Le résultat obtenu est arrondi à l'euro supérieur si la décimale est égale ou supérieure à cinquante cents. L'arrondi est effectué vers l'euro inférieur lorsque la décimale est inférieure à cinquante cents.

Art. 5. L'arrêté royal du 24 mai 2006 fixant le montant et les modalités d'imputation et de versement de la contribution de la Société anonyme de droit public Infrabel pour la couverture des frais de l'organe de contrôle est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 7. Le ministre qui a le transport ferroviaire dans ses attributions et le ministre qui a la délivrance des licences permettant d'être reconnu comme entreprise ferroviaire dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité,

Mme J. GALANT

Le Ministre des Classes moyennes,

W. BORSUS

Het nieuwe indexcijfers is de gezondheidsindex van de maand november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin het bedrag zal worden aangepast.

Het aanvangsindexcijfer is de gezondheidsindex van november 2005.

Het bekomen resultaat wordt afgerond naar de hogere euro indien het deel in decimalen groter of gelijk is aan vijftig cent. De afronding gebeurt naar de lagere euro indien dit deel kleiner is dan vijftig cent.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 24 mei 2006 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van berekening en storting van de bijdrage van de Naamloze Vennootschap van publiek recht Infrabel tot dekking van de kosten van het Toezichhoudend Orgaan wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 7. De minister bevoegd voor het spoorwegvervoer en de minister bevoegd voor het afleveren van vergunningen om erkend te worden als spoorwegonderneming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,

Mevr. J. GALANT

De Minister van Middenstand,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2015/14212]

11 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 2004 créant le Service de Régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National, fixant sa composition ainsi que les statuts administratifs et pécuniaires applicables à ses membres, et modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 2007 relatif à la licence d'entreprise ferroviaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2 ;

Vu le Code ferroviaire, les articles 13, §§ 1^{er} et 3, 14, alinéa 3, 17 et 61 ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2004 créant le Service de Régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National, fixant sa composition ainsi que les statuts administratifs et pécuniaires applicables à ses membres ;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 2007 relatif à la licence d'entreprise ferroviaire ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mars 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2015 ;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 20 mai 2015 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative.

Vu l'avis n° 57.836/2/V du Conseil d'État, donné le 12 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Mobilité, du Ministre des Classes moyennes, compétent pour délivrer les licences permettant d'être reconnu comme entreprise ferroviaire, et de l'avis des Ministres qui ont en délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2015/14212]

11 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de oprichting van de dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal, tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 januari 2007 betreffende de vergunning van de spoorwegonderneming

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de Spoorcodex, de artikelen 13, §§ 1 en 3, 14, derde lid, 17 en 61;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de oprichting van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal, tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 2007 betreffende de vergunning van spoorwegonderneming;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 14 april 2015 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, gegeven op 20 mei 2015;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging.

Gelet op advies nr. 57.836/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit, de Minister van Middenstand, bevoegd voor het afleveren van vergunningen om erkend te worden als spoorwegonderneming, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2012/34/EU van het Europees Parlement en de Raad van 21 november 2012 tot instelling van één Europese spoorwegruimte.